

Le dialogue politique national sur le secteur manufacturier à Maurice vise à approfondir l'engagement entre les secteurs public et privé et à tracer la voie à suivre

[uneca.org/fr/stories/le-dialogue-politique-national-sur-le-secteur-manufacturier-a-maurice-vise-a-approfondir-l](https://www.uneca.org/fr/stories/le-dialogue-politique-national-sur-le-secteur-manufacturier-a-maurice-vise-a-approfondir-l)

23 mars, 2022



Balaclava, Maurice, le 23 mars 2022 - Le ministère du développement industriel, des PME et des coopératives, de la République de Maurice, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique australe (BSR-AA/CEA) et le Centre africain pour la politique commerciale (ATPC), avec un financement de l'Union européenne, a organisé un dialogue politique national de deux jours sur le secteur manufacturier à Maurice, les 23 et 24 mars, à l'Hôtel Maritim, à Balaclava, à Maurice. Le dialogue sur la politique nationale avait pour objectif de (i) faire le point sur les nombreux programmes que le gouvernement met en œuvre pour soutenir le secteur manufacturier (ii) stimuler le dialogue et les échanges entre les secteurs public et privé sur les défis et les opportunités au sein du secteur et (iii) tracer la voie à suivre pour réaliser la Vision de Maurice de construire un secteur manufacturier dynamique et compétitif à l'échelle mondiale dans le pays.

Dans son discours liminaire, l'Honorable Soomilduth Bholah, le Ministre du développement industriel, des PME et des coopératives de Maurice a exprimé sa profonde gratitude au BSR-AA/CEA pour avoir collaborer avec son ministère dans l'organisation de l'évènement. Le ministre a observé que les ramifications de la pandémie de Covid-19 sur tous les aspects de la vie ont suscité davantage de dialogue, et a souligné la nécessité de faire des efforts collectivement, pour parvenir à un consensus sur des solutions politiques pour la construction d'un avenir prospère.

L'Honorable Ministre a noté que l'organisation du dialogue politique à ce stade est cruciale pour le développement du secteur manufacturier compte tenu de la nécessité de réévaluer la situation actuelle dans laquelle le secteur évolue afin de proposer un

écosystème d'affaires transformé pour un nouvel élan et une plus grande résilience pour les entreprises manufacturières de l'île.

Le dialogue politique, a-t-il souligné, se tenait à un moment propice pour évaluer les réalisations de Maurice après la publication de sa Politique industrielle et de son plan stratégique (IPSP), ainsi que les conséquences des mesures budgétaires et des ensembles d'incitations. Le ministre a exprimé sa conviction que le dialogue politique dévoilera de nombreuses nouvelles idées et inspirera tout le continent à avancer ensemble sur la voie de la réussite.

Le ministre a renouvelé sa détermination à répondre à toutes les contraintes locales majeures auxquelles le secteur est confronté et à œuvrer à l'adoption de nouvelles technologies et à assurer l'accès au financement pour renforcer la compétitivité de l'industrie et de ses Petites et moyennes entreprises (PME).

S'exprimant lors du même évènement, S.E. M. Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne (UE) en République de Maurice a souligné que le monde a traversé des transformations majeures au cours des dernières années et qu'il est important d'en faire le bilan.

Il a ajouté que l'UE est restée le principal partenaire commercial et d'investissement de Maurice et qu'elle s'est activement engagée à travailler avec les secteurs public et privé avec la ferme volonté de continuer à partager son expertise et son expérience.

Selon M. Degert, la réflexion sur la vision et les actions sectorielles permettra d'évaluer s'il y a besoin d'autres recommandations pour soutenir la croissance.

Il s'est arrêté sur les quatre questions importantes pour l'UE, à savoir les accords commerciaux, la transformation de l'industrie, la nécessité de doter les gens de bonnes compétences et la manière de consolider l'environnement pour une île Maurice propice aux affaires.

M^{me} Isatou Gaye, Chef de la Section des initiatives sous-régionales au BSR-AA/CEA a prononcé une allocution au nom de M^{me} Eunice G. Kamwendo, Directrice du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique australe. M^{me} Gaye a déclaré que la Zone de libre-échange continentale africaine peut être une opportunité pour le secteur manufacturier du pays de passer à une nouvelle voie de croissance d'une productivité élevée. La ZLECAF peut libérer des opportunités pour Maurice de se positionner comme un centre de fabrication en Afrique australe, facilitant le traitement des intermédiaires industriels pour l'assemblage de produits manufacturés « Fabriqué en Afrique ». « En outre, cela peut ouvrir des possibilités pour les PME mauriciennes de s'intégrer dans les chaînes de valeur industrielles régionales induites par l'Afrique », a ajouté M^{me} Kamwendo.

M^{me} Gaye a observé que l'intégration d'une stratégie africaine dans les plans d'affaires des entreprises mauriciennes devrait être un objectif à atteindre et pourrait nécessiter de nouveaux types d'appui de la part du gouvernement.

Pour sa part, M. Robert Banamwana, de la Planification stratégique et Chef d'équipe, au Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, a déclaré que l'ONU est prête à fournir un soutien sur la meilleure façon d'intégrer les nouvelles technologies, la numérisation et l'écologisation à la fois dans l'industrie et dans le secteur des Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la fabrication de biens.

Le dialogue du premier jour a délibéré sur le secteur manufacturier en général, tandis que le deuxième jour a été consacré au sous-secteur du textile et de l'habillement, un pilier important du secteur manufacturier du pays. Les délibérations, éclairées par des présentations et des tables rondes impliquant des parties prenantes clés, ont dûment tenu compte des défis internes auxquels le secteur et le sous-secteur sont confrontés, ainsi que des défis mondiaux actuels, tels que la pandémie de covid-19 et la guerre en Europe. Il a également examiné les nouvelles opportunités présentées par le 4IR (Industrie 4.0) et l'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).

M. Rishi Domun, Analyste industriel principal, Division du développement industriel, ministère du développement industriel, des PME et des coopératives a fait une présentation sur la Politique industrielle et le plan stratégique (IPSP) 2020-2025, qui fournit un instrument important est critique pour le secteur. La présentation a souligné que plus de 50 % des recommandations formulées dans le document sont en cours de mise en œuvre.

M^{me} Bineswaree Bolaky, Chargée des affaires économiques, a présenté les conclusions d'une étude conjointe de la CEA (BSR-AA et ATPC) et du PNUD financée par l'UE intitulée, « *La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et les implications du marché pour l'économie mauricienne post-COVID-19 : Une étude de cas sur la fabrication* ». Elle a souligné que les gains pour le secteur manufacturier dans le cadre de la ZLECAf ne seront pas automatiques et qu'une attention particulière devrait être accordée à la manière dont les PME peuvent se conformer aux règles d'origine et aux mesures non tarifaires.

Les panélistes de la session de réflexion de haut niveau sur l'avenir du secteur manufacturier, animée par M^{me} Isatou Gaye, ont discuté des problèmes de productivité qui affligent le secteur et ont souligné le rôle clé que la numérisation et les TIC peuvent jouer pour améliorer la croissance de la productivité dans le secteur et résoudre les pénuries de compétences. Ils ont également souligné la nécessité de tirer parti de la ZLECAf en termes de grande taille de marché qu'elle pourrait offrir. Cela donnerait à Maurice la possibilité de s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et ainsi dans les chaînes de valeur mondiales.

Au cours de la session de haut niveau sur l'analyse de la situation du secteur textile, animée par M^{me} Bineswaree Bolaky du BSR-AA, les panélistes ont souligné entre autres la nécessité d'attirer les jeunes vers le secteur en changeant les perceptions sur les possibilités que le secteur du textile et de l'habillement peut offrir aux jeunes.

En prononçant le discours de clôture, M^{me} Gaye a transmis au nom de la Secrétaire exécutive de la CEA, M^{me} Vera Songwe, et de la Directrice de la CEA pour le BSR-AA, M^{me} Eunice Kamwendo, la profonde gratitude de la CEA à l'Honorable Ministre, Soomilduth Bolah et à la Secrétaire permanente, M^{me} Bibi Fatwma Abdool Raman-Ahmed pour l'excellente collaboration avec le ministère du développement industriel, des PME et des coopératives dans l'organisation réussie de ce dialogue.

Le dialogue a réuni les principales parties prenantes des secteurs public et privé à Maurice. Les organisations représentées comprenaient le Conseil de développement économique de Maurice, le ministère du développement industriel, des PME et des coopératives, le ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, le Conseil du développement des ressources humaines, le Conseil national de la productivité et de la compétitivité, l'Industrial Development Finance Corporation, le Bureau de normalisation de Maurice, l'Association des fabricants mauriciens, Business Mauritius et la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice.

Publié par :

Le Bureau sous-régional pour l'Afrique australe
Commission économique pour l'Afrique (CEA)
B.P. 30647, Lusaka, Zambie.

Contacts pour plus d'informations :

M^{me} Bineswaree Bolaky | Chargée des affaires économiques | BSR-AA/CEA |
Email : bineswaree.bolaky@un.org

Contacts médias :

M. Bedson Nyoni | Adjoint principal à la gestion de l'information | BSR-AA/CEA | Email :
nyonib@un.org
Portable : +260 97 784 5948 | Internet : <https://www.uneca.org>
M^{me} Lavender Degre | Chargée de communication | BSR-AA/CEA |
Email : lavande.degre@un.org |
Portable : +265995753144 | Internet : <https://www.uneca.org>